



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14, rue de l'Aluminium
77 547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 03/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SPS MEDICAL

5, rue de Montigny
Zone Industrielle
77 120 Coulommiers

Références : E/25-0035
Code AIOT : 0006500690

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2024 dans l'établissement SPS MEDICAL implanté 5, rue de Montigny, Zone Industrielle, 77 120 Coulommiers. L'inspection a été annoncée le 17/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle (PPC) des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPS MEDICAL
- 5, rue de Montigny, Zone Industrielle, 77 120 Coulommiers
- Code AIOT : 0006500690
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SPS MEDICAL est spécialisée dans la fabrication de produits d'emballages en matières plastiques, pour la stérilisation des matériels utilisés dans le secteur médical (hôpitaux et laboratoires industriels).

Les activités du site de Coulommiers sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 08 DAIDD 1IC 031 du 23 janvier 2008.

L'objet du contrôle est de :

- Faire le point sur les non-conformités relevées lors de la précédente visite d'inspection réalisée en 2021 ;
- Contrôler le suivi réglementaire des installations au regard de la réglementation IED (directive européenne sur les émissions industrielles) ;

Thèmes de l'inspection :

- Air
- IED - MTD (directive européenne sur les émissions industrielles – meilleures techniques disponibles)
- Risque incendie
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|--|--|-----------------------|
| 3 | Caractéristiques des installations de traitement | Arrêté Préfectoral du 23/01/2008, article 3.2.3 | Mise en demeure – respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 3 et 6 mois |
| 4 | Conditions particulières des rejets – Valeurs limites d'émission (VLE) | Arrêté Préfectoral du 23/01/2008, article 3.2.4.2 | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 8 | Stockage de fioul – Arrêt de l'utilisation de l'équipement | Arrêté Préfectoral du 23/01/2008, article 1.5.6 | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 6 mois |
| 9 | Meilleure technique disponible (MTD) n° 2 – Performance environnementale globale | Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 2.2 de l'annexe | Demande de justificatif à l'exploitant | 6 mois |
| 11 | MTD n° 19 – Efficacité énergétique | Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 2.9.6 de l'annexe | Demande de justificatif à l'exploitant | 6 mois |
| 12 | MTD n° 22 – Gestion des déchets | Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 2.9.9 de l'annexe | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 13 | Niveau d'émission associé aux meilleures techniques disponibles (NEA-MTD) – Emissions totales de composés organiques volatiles (COV) | Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 3.11.1.2 de l'annexe | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|---|--|-----------------------|
| 14 | Prévention des risques technologiques – Principes directeurs | Arrêté Préfectoral du 23/01/2008, article 7.1 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 15 | Vérification périodique – Système de détection incendie | Arrêté Préfectoral du 23/01/2008, article 7.4.2 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 1 | Situation administrative globale du site | Code de l'environnement, Annexe à l'article R. 511-9 | Sans objet |
| 2 | Arrêtés ministériels applicables | Arrêté Préfectoral du 23/01/2008, article 1.7 | Sans objet |
| 5 | Résultats d'autosurveillance | Arrêté Préfectoral du 23/01/2008, article 3.2.5.1 | Sans objet |
| 6 | Contrôles des moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Préfectoral du 23/01/2008, article 7.6.2 | Sans objet |
| 7 | Installation de combustion sous chaudières | Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3 de l'annexe 1 | Sans objet |
| 10 | MTD – Stockage et manutention de matières premières | Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 2.4 de l'annexe | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est propre et bien entretenu. L'exploitant doit transmettre des plans d'actions afin d'atteindre la vitesse réglementaire d'éjection des gaz pour l'incinérateur RTO et de réduire la part de composés organiques volatiles (COV) dans les émissions diffuses.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative du site

| Référence réglementaire : Code de l'environnement, Annexe à l'article R. 511-9 | | | |
|--|--|-------------------|---|
| Thème(s) : Situation administrative | | | |
| Prescription contrôlée : Nomenclature annexée à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement. | | | |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du : 17/12/2021 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite qui avait été actée : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 10/05/2022 | | | |
| Constats : L'exploitant a transmis par courrier du 17 mai 2022 une mise à jour de la situation administrative du site. Les activités du site n'ont pas évolué depuis cette date. Le nouveau classement est le suivant : | | | |
| Rubrique | Libellé de la rubrique (Activité) | Régime en vigueur | Quantité autorisée |
| 2450-A-a | <p>A. Offset utilisant des rotatives à séchage thermique, héliogravure, flexographie et opérations connexes aux procédés d'impression quels qu'ils soient comme la fabrication de complexes par contrecollage ou le vernissage si la quantité totale de produits consommée pour revêtir le support est :</p> <p>a) supérieure à 200 kg/j (A) b) supérieure à 50 kg/j mais inférieure ou égale à 200 kg/j (D)</p> <p>B. Autres procédés, y compris les techniques offset non visées en A. si la quantité d'encres consommée est :</p> <p>a) Supérieure à 400 kg/j (A) b) Supérieure à 100 kg/j, mais inférieure ou égale à 400 kg/j (D)</p> | A | <p><u>Usine 1</u></p> <p>Héliogravure et complexage avec séchage thermique : TITANIA et DCM1 : 1 500 kg/j</p> <p>Héliogravure et séchage thermique DCM2 : 85 kg/j</p> <p>Flexographie avec séchage thermique OFEM : 25 kg/j</p> <p>Total : 1,61 t/j</p> |
| 3670-1 (IED) | <p>Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique :</p> <p>1. Supérieure à 150 kilogrammes par heure (A) 2. Supérieure à 200 tonnes par an pour les autres installations que celles classées au titre du 1 (A)</p> | A – IED | <p>Bilan de consommation de solvant de 2020 :</p> <p>245 t/an (> 150 kg/j)</p> |
| 2661-1-b | <p>Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) :</p> <p>1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 70 t/j (A) b) Supérieure ou égale à 10 t/j mais inférieure à 70 t/j (E) c) Supérieure ou égale à 1 t/j, mais inférieure à 10 t/j (D) [...]</p> | E | <p>14,9 t/j</p> |

| | | | |
|----------|---|----|---|
| 2662-1 | <p>Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510.</p> <p>Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>1. Supérieur ou égal à 1 000 m³ (E) 2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³ (D)</p> | E | <p>Usine 1 : 4 415 m³</p> <p>Usine 2 : 520 m³</p> <p>Total :</p> <p>4 935 m³</p> |
| 1530-2 | <p>Papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues, y compris les produits finis conditionnés (dépôt de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 et des établissements recevant du public.</p> <p>Le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>1. Supérieur à 20 000 m³ (E) 2. Supérieur à 1 000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³ (DC)</p> | DC | <p>Volume :</p> <p>3 945 m³</p> |
| 1978-1 | <p>Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) :</p> <p>1. Impression sur rotative offset à sécheur thermique, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 15 t/ an (D) [...]</p> | D | <p>> 15 t/an</p> |
| 2564-1-c | <p>Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconques par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques, à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3670.</p> <p>1. Hors procédé sous vide, le volume des cuves affectées au traitement étant :</p> <p>a. Supérieur à 1 500 l (E) b. Supérieur à 20 l, mais inférieur ou égal à 1 500 l pour les solvants organiques à mention de danger H340, H350, H350i, H360D, H360F ou les liquides organohalogénés à mention de danger H341 ou H351, au sens du règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006 (DC) c. Supérieur à 200 l, mais inférieur ou égal à 1 500 l pour les autres liquides organohalogénés ou solvants organiques (DC)</p> <p>2. Pour les procédés sous vide, le volume des cuves affectées au traitement étant supérieur à 200 l (DC)</p> | DC | <p>3 cuves de stockage d'acétate d'éthyle de 450 L (nettoyage, usine 1)</p> <p>Total : 1 350 L</p> |
| 2661-2-b | <p>Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) :</p> <p>[...]</p> <p>2. Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 20 t/j (E) b) Supérieure ou égale à 2 t/j, mais inférieure à 20 t/j (D)</p> | D | <p>Usine 1 :</p> <p>Découpage : 4,08 t/j</p> <p>Façonnage : 6,7 t/j</p> <p>Total :</p> <p>10,78 t/j</p> |

| | | | |
|----------|--|----|--|
| 2910-A-2 | <p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW (E) 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW (DC)</p> <p>[...]</p> | DC | <p>Usine 1, Chaudières : 2 FOD (2 x 215 kW) + 1 gaz (698 kW)</p> <p>Magasin et ateliers : 874 kW</p> <p>Total :</p> <p>2 MW</p> |
| 2915-2 | <p>Chauffage (procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles :</p> <p>1. Lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25 °C) est :</p> <p>a) supérieure à 1 000 l (E) b) supérieure à 100 l, mais inférieure à 1 000 l (D)</p> <p>2. Lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25 °C) est supérieure à 250 l (D)</p> | D | <p>Usine 1 :</p> <p>Volume de fluide caloporteur :</p> <p>2 600 L</p> |
| 4331-3 | <p>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 1 000 t (A) 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t (E) 3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t (DC)</p> | DC | <p>Cuves enterrées + locaux de stockage de colles et d'encres + déchets (baves de colles)</p> <p>Quantité :</p> <p>57,80 t</p> |

A (autorisation), E (enregistrement), D (déclaration), C (avec contrôle périodique),
IED (directive européenne sur les émissions industrielles)

La non-conformité associée au point de contrôle n° 1 du rapport de la visite d'inspection de 2021 est levée.

Il est proposé au Préfet de Seine-et-Marne de prendre acte, par lettre préfectorale, de la nouvelle situation administrative du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Arrêtés ministériels applicables

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2008, article 1.7 |
| Thème(s) : Situation administrative, Arrêtés ministériels applicables |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du : 17/12/2021• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite qui avait été actée : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 10/05/2022 |
| Prescription contrôlée : <p>Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont applicables à l'établissement les prescriptions des textes qui le concernent.</p> |
| Constats : <p>L'exploitant a transmis par courrier du 15 mai 2023, un tableau d'avancement pour la mise en conformité du site vis-à-vis des différents arrêtés ministériels applicables au site.</p> <p>Ce tableau indique que des actions nécessaires à la mise en conformité étaient, en 2023, en cours de réalisation, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• Mise en place d'une ventilation en partie haute et basse pour la chaudière TITANIA ;• Mise en place de détecteurs de gaz pour les chaudières du site (1, 2 et TITANIA) ;• Fonctionnement de l'arrêt automatique des chaudières du site en cas de détection de gaz par les capteurs associés ;• Présence de deux vannes automatiques redondantes sur l'alimentation en gaz des chaudières du site ;• Réalisation d'un contrôle du détecteur de flamme pour les chaudières 1 et 2 ;• Mise en place d'une détection de gaz dans les locaux de stockage de colles, encres et solvants ;• Réalisation, par un organisme agréé, d'un contrôle du dispositif de détection des fuites pour les réservoirs enterrés. <p>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté/présenté :</p> <ul style="list-style-type: none">• La présence d'une ventilation en partie haute et basse pour la chaudière TITANIA ;• La mise en place des détecteurs de gaz pour les chaudières du site ;• Un rapport de la société GAZ DETECT du 11 octobre 2023 sur les détecteurs de gaz des chaudières ;• La présence de deux vannes automatiques redondantes sur l'alimentation en gaz des chaudières du site ;• La mise en place de systèmes de détection de gaz dans les locaux de stockage de colles, encres et solvants ; <p>L'exploitant a indiqué avoir fait réaliser les contrôles du détecteur de flamme pour les chaudières du site et le contrôle du dispositif de détection des fuites pour les réservoirs enterrés.</p> <p>La non-conformité associée au point de constat n° 3 du rapport de la visite d'inspection de 2021 est levée.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Caractéristiques des installations de traitement

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2008, article 3.2.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Installations de traitement |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du : 17/12/2021• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite qui avait été actée : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 10/05/2022 |
| Prescription contrôlée : Incinérateur RTO Vitesse d'éjection minimales des gaz : 15 m/s Hauteur minimale de la cheminée d'extraction : 18 m |
| Constats : <p>L'exploitant indique que la hauteur de la cheminée est de 18 m, avec un diamètre de 1 m. La vitesse d'éjection des gaz de l'incinérateur RTO est, au plus de 8.9 m/s et est en moyenne de 5.2 m/s (en 2024).</p> <p>L'arrêté ministériel de prescriptions générales du 02/02/98 impose une vitesse d'éjection des gaz d'au moins 8 m/s. Cette prescription, moins contraignante que celle de l'arrêté préfectoral de 2008, n'est dépassée que lorsque l'incinérateur RTO fonctionne au maximum de ses capacités, ce qui est rarement le cas.</p> <p><u>Si la vitesse d'éjection des gaz de 15 m/s ne peut pas être atteinte, pour des raisons techniques et/ou financières qu'il convient de justifier</u>, l'exploitant peut demander à modifier la prescription de l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 21 janvier 2008. La nouvelle vitesse d'éjection prescrite ne pourra pas être inférieure à 8 m/s, sauf si l'exploitant sollicite une demande de dérogation à l'article 57 de l'arrêté ministériel du 02/02/98, assortie des mesures compensatoires permettant d'atteindre un niveau d'efficacité équivalent à la prescription à laquelle il est fait dérogation.</p> <p>Néanmoins, l'article 74 dudit arrêté prévoit que des dérogations aux dispositions du présent arrêté, autres que celles qu'il prévoit spécifiquement, peuvent être accordées après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques sous réserve du respect des dispositions des directives communautaires.</p> <p>La non-conformité associée au point de constat n° 5 du rapport de la visite d'inspection de 2021 n'est pas levée.</p> |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre, sous un délai de : <ul style="list-style-type: none">• <u>3 mois</u>, une proposition de solution technique permettant d'augmenter la vitesse d'éjection des gaz de l'incinérateur RTO, accompagnée d'un échéancier raisonnable de réalisation des travaux ;• <u>6 mois</u>, à compter de la réalisation des travaux, un rapport de mesures des paramètres de rejets de l'incinérateur RTO, justifiant que la vitesse d'éjection des gaz est d'au moins 15 m/s. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure – respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois, 6 mois |

N° 4 : Conditions particulières des rejets – Valeurs limites d'émission (VLE)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2008, article 3.2.4.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission (VLE) |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du : 17/12/2021• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite qui avait été actée : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 10/05/2022 |
| Prescription contrôlée : Incinérateur RTO : Valeur limite de concentration en monoxyde de carbone (CO) : 100 mg/m ³ |
| Constats : L'exploitant a transmis un rapport de maintenance de l'incinérateur RTO réalisé le 12 juin 2023 par la société FLAM'TECH. Ce rapport indique que le régulateur de pression KROMSCHRODER GDJ40 doit être remplacé lors de la prochaine maintenance, en raison d'une montée en pression en aval lors de l'arrêt de l'équipement. L'exploitant n'a pas justifié le remplacement de ce régulateur de pression. La non-conformité associée au point de constat n° 6 du rapport de la visite d'inspection de 2021 n'est pas levée. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre un rapport de maintenance de l'incinérateur RTO indiquant que le régulateur de pression a été remplacé. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 5 : Résultats d'autosurveillance

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2008, article 3.2.5.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du : 17/12/2021• type de suites qui avaient été actées : Sans suites• suite qui avait été actée : Sans objet• date d'échéance qui a été retenue : Sans objet |
| Prescription contrôlée : Un état récapitulatif des analyses et mesures effectuées en application du présent paragraphe est transmis à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement tous les trimestres sous forme synthétique et accompagnée de commentaires expliquant les dépassements constatés, leur durée ainsi que les dispositions prises afin d'y remédier et qu'ils ne puissent se reproduire. |
| Constats : L'exploitant réalise semestriellement des analyses des rejets atmosphériques de l'incinérateur RTO. L'exploitant n'a pas transmis les derniers rapports d'analyses des rejets atmosphériques de l'incinérateur RTO. Dans le rapport d'analyse de juin 2023 présenté lors de l'inspection, il est |

constaté la présence d'une valeur négative pour un des paramètres suivis.

Après la visite d'inspection, l'exploitant transmet les rapports des analyses de juin 2023, janvier 2024, mai 2024 et novembre 2024. Tous sont réalisés par la société DEKRA.

Les valeurs négatives mesurées sur le rapport de juin 2023 sont liées à des incertitudes lors des mesures qui s'amplifient lorsque des opérations (soustractions) sont réalisées. DEKRA a indiqué à l'exploitant choisir désormais de ne plus indiquer de valeurs négatives dans ses rapports.

Les valeurs limites d'émission (VLE) sont respectées pour chacune des campagnes de mesure.

Si l'exploitant en fait la demande, il sera proposé au Préfet de Seine-et-Marne de modifier la fréquence de réalisation de ces analyses par la prise d'un arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires. Dans ce cas, la nouvelle fréquence d'analyse serait semestrielle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Contrôles des moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2008, article 7.6.2

Thème(s) : Risques accidentels, Défense contre l'incendie

Prescription contrôlée :

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

La vérification périodique des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie est au minimum annuelle.

Constats :

Le registre de sécurité de l'usine n° 1 est consulté de façon approfondie. La maintenance des équipements suivants est réalisée :

- Alarme incendie (société CHUBB, 09/08/2024) ;
- Trappes de désenfumage (société CHUBB, 06/11/2024) ;
- Installations de sprinklage (société UXEELB, 29/08/2024) ;
- Extincteurs (société CHUBB, 03/10/2024) ;
- Robinets d'incendie armés (société SICLI, 06/08/2024) ;
- Portes coupe-feu (société CHUBB, 06/08/2024).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Installation de combustion sous chaudières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3 de l'annexe 1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets de NOx

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du : 17/12/2021
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite qui avait été actée : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 10/05/2022

Prescription contrôlée :

I. L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW [...], par un organisme agréé [...] une mesure du débit rejeté et des teneurs en O₂, SO₂, poussières, NO_x et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère. [...]

Constats :

L'exploitant a transmis un rapport de vérification des émissions atmosphériques des chaudières, réalisé par la société DEKRA le 16 décembre 2022.

Pour les NO_x, le rapport indique que « la concentration moyenne [...] est inférieure à la valeur limite définie par l'arrêté de référence » pour les chaudières TITANIA, 1 et 2, ce qui est satisfaisant.

Pour la chaudière 1, le rapport indique également que « les taux d'oxygène mesurés sont beaucoup trop faibles, ce qui implique une mauvaise combustion et la formation de gaz nocifs. ». Cela génère d'importantes quantités de CO (estimation : 4 375 mg/Nm³)

Le rapport conclut, pour cette chaudière, sur la nécessité d'un réglage du brûleur ou d'un entretien de l'installation.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué qu'une intervention de maintenance concernant le contrôle de la combustion de la chaudière a été réalisée le 7 octobre 2023. Il a présenté un rapport de mesure des rejets atmosphériques de la chaudière n° 1 du 13 novembre 2024. Les émissions de monoxyde de carbone (CO) mesurées sont de 5 ppm (partie par million) contre 14 ppm en 2023.

La non-conformité associée au point de constat n° 14 du rapport de la visite d'inspection de 2021 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Stockage de fioul – Arrêt de l'utilisation de l'équipement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2008, article 1.5.6

Thème(s) : Risques accidentels, Risques chroniques, Inertage de la cuve

Prescription contrôlée :

[...] lorsqu'une installation est mise à l'arrêté définitif, l'exploitant doit notifier au Préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Cette notification doit indiquer les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitant, la remise en sécurité du site. Ces mesures comportant notamment :

- 1 – L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et celle des déchets présent sur le site ; [...]
- 3 – La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; [...]

Constats :

L'exploitant indique que la cuve de fioul est vidée progressivement et ne sera plus utilisée à courte échéance.

Il indique également avoir pris contact avec la société J2M ENVIRONNEMENT qui aurait précisé qu'il est techniquement possible d'extraire cette cuve, malgré sa proximité avec les fondations du bâtiment adjacent.

| |
|--|
| La non-conformité identifiée au point de constat n° 15 du rapport d'inspection de 2021 n'est pas levée. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Une fois la cuve de fioul vidée de son contenu, l'exploitant devra justifier de son dégazage puis de son enlèvement. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 6 mois |

N° 9 : Meilleure technique disponible (MTD) n° 2 – Performance environnementale globale

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 2.2 de l'annexe |
| Thème(s) : Risques chroniques, MTD, IED |
| <p>Prescription contrôlée : Afin d'améliorer la performance environnementale globale de l'unité, notamment en ce qui concerne les émissions de COV et la consommation d'énergie, l'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> – repérer les zones/segments/étapes des procédés qui contribuent le plus aux émissions de COV et à la consommation d'énergie, et qui présentent le plus grand potentiel d'amélioration [...] ; – déterminer et mettre en œuvre les mesures nécessaires pour réduire au minimum les émissions de COV et la consommation d'énergie ; – faire régulièrement (au moins une fois par an) le point de la situation et assurer le suivi de la mise en œuvre des mesures définies. |
| <p>Constats : Le site est classé IED (directive européenne sur les émissions industrielles) au titre de la rubrique 3670-1 (traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques).</p> <p>Pour rappel de l'exploitant, les prescriptions de l'arrêté ministériel du 3 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations classées au titre de la rubrique 3670, sont applicables à compter du 9 décembre 2024.</p> <p>L'exploitant indique avoir fait réaliser des devis (non signés) préalables à la mise en place de boîtiers de suivi de la consommation et de la performance énergétique des outils de production.</p> <p>Il précise que les budgets sont déterminés au premier trimestre et que les devis ne pourront pas être signés avant.</p> |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre la liste des équipements contribuant le plus à la consommation d'énergie du site. Cette liste doit être accompagnée des mesures techniques envisagées pour réduire cette consommation d'énergie. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 6 mois |

N° 10 : MTD n° 5 – Stockage et manutention de matières premières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 2.4 de l'annexe

Thème(s) : Risques chroniques, IED, MTD

Prescription contrôlée :

L'exploitant évite ou réduit les émissions diffuses de COV lors du stockage et de la manipulation de matières contenant des solvants organiques et/ou de matières dangereuses. Il utilise les principes de bonne gestion interne à l'aide de toutes les techniques énumérées ci-dessous. [...]

| Technique | Description | Applicabilité | |
|-----------|--|--|--|
| a. | Établissement et mise en œuvre d'un plan de prévention et de contrôle des fuites et des déversements | <p>Un plan de prévention et de contrôle des fuites et des déversements fait partie du système de management environnemental et comprend, sans s'y limiter :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des plans d'action en cas de déversements de faibles ou grandes quantités de produits sur le site ; • la définition des rôles et des responsabilités des personnes concernées ; • la sensibilisation du personnel aux questions d'environnement et la formation de celui-ci afin de garantir la prévention des déversements et une réaction appropriée en cas de déversement ; • la mise en évidence des zones exposées au risque de déversement et/ou de fuites de matières dangereuses, et leur classement en fonction du risque ; • dans certaines zones, la mise en place de systèmes de confinement appropriés, tels que des sols imperméables ; • la mise en place d'un équipement approprié de confinement des déversements et de nettoyage et la vérification régulière de sa disponibilité, de son bon état de marche et de sa proximité des lieux où ces incidents sont susceptibles de se produire ; • des consignes relatives à la gestion des déchets résultant de déversements ; • des inspections régulières (au moins une fois par an) des lieux de stockage et d'exploitation, la vérification et l'étalonnage du matériel de détection des fuites et la réparation rapide des fuites des vannes, manchons, brides, etc. [...] | |
| f. | Captage des vapeurs de COV lors de la livraison des matières contenant des solvants organiques | Lors de la livraison en vrac de matières contenant des solvants organiques (remplissage ou vidange des réservoirs, par exemple), les vapeurs qui sont refoulées à l'extérieur des réservoirs de réception sont captées, avec un système de retour des vapeurs vers le contenant initial. | Peut ne pas être applicable aux solvants organiques à faible pression de vapeur, ou pour des raisons de coûts. |

Constats :

L'exploitant indique que la MTD n° 5.a) est déjà mise en œuvre sur le site.

Concernant la MTD n° 5.f), l'exploitant indique que le raccordement entre le camion de livraison et la cuve est étanche (type raccordement pompier), rendant impossible la libération de composées organiques volatiles (COV) lors de la livraison.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : MTD n° 19 – Efficacité énergétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 2.9.6 de l'annexe

Thème(s) : Risques chroniques, IED, MTD

Prescription contrôlée :

L'exploitant utilise efficacement l'énergie par la mise en place d'un plan d'efficacité énergétique et d'un bilan énergétique tels que décrits ci-dessous au a et au b : [...]

| Technique | Description | Applicabilité |
|-----------|-------------------------------|---|
| a. | Plan d'efficacité énergétique | Un plan d'efficacité énergétique fait partie du système de management environnemental et implique de définir et calculer la consommation d'énergie spécifique de l'activité (ou des activités), de déterminer, sur une base annuelle, des indicateurs de performance clés (par exemple, MWh/tonne de produits) et de prévoir les objectifs d'amélioration périodique et les actions connexes. Le plan est adapté aux spécificités de l'unité sur les plans du ou des procédés mis en œuvre, des matériaux, des produits, etc. |
| b. | Bilan énergétique | Établissement, une fois par an, d'un bilan énergétique fournissant une répartition entre la consommation et la production d'énergie (y compris l'exportation d'énergie) par type de source (par exemple, électricité, combustibles fossiles, énergies renouvelables, chaleur importée et/ou refroidissement). Comprends notamment : i) la définition du périmètre de l'énergie couvrant l'activité STS ; ii) des informations sur la consommation d'énergie exprimée en énergie fournie ; iii) des informations sur l'énergie exportée à partir de l'unité ; iv) des informations sur le flux d'énergie (par exemple, diagrammes thermiques ou bilans énergétiques), montrant la manière dont l'énergie est utilisée tout au long du procédé. Le bilan énergétique est adapté aux spécificités de l'unité quant au(x) procédé(s) mis en œuvre, des matériaux, des produits, etc. |

Constats :

En l'absence du suivi de la consommation énergétique spécifique des outils de production (MTD n° 2), l'exploitant n'est pas en mesure de mettre en place les MTD n° 19.a (mise en place d'un plan de consommation énergétique) et MTD n° 19.b (bilan énergétique).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Une fois la MTD n° 2 mise en place, l'exploitant devra transmettre un plan d'efficacité énergétique et un bilan énergétique en accord avec les MTD 19.a) et 19.b).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 12 : MTD n° 22 – Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 2.9.9 de l'annexe

Thème(s) : Risques chroniques, IED, MTD

Prescription contrôlée :

L'exploitant réduit la quantité de déchets à éliminer, en appliquant les techniques a et b et une des techniques c ou d, ou les deux, indiquées ci-dessous : [...]

| Technique | Description | |
|-----------|---------------------------------------|--|
| b. | Surveillance des quantités de déchets | Enregistrement annuel des quantités de déchets produits, par type de déchets. La teneur en solvants organiques des déchets est déterminée périodiquement (au moins une fois par an) par analyse ou calcul. |

Constats :

L'exploitant a pris contact avec des sociétés spécialisées, lesquelles indiquent ne pas être en mesure d'estimer la teneur en solvants dans les déchets produits. Il est rappelé à l'exploitant que cette teneur peut être obtenue par analyse ou calcul.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre la teneur en solvants dans les déchets du site pour 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Niveau d'émission associé aux meilleures techniques disponibles (NEA-MTD) – Emissions totales de composés organiques volatiles (COV)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 3.11.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, IED, NEA-MTD

Prescription contrôlée :

Si l'exploitant ne met pas en place les dispositions du 3.11.1.1, il respecte simultanément les valeurs limites suivantes :

- pour les émissions diffuses de COV :

| Paramètre | Unité | VLE (moyenne annuelle) |
|---|---|------------------------|
| Émissions diffuses de COV calculées d'après le plan de gestion des solvants | Pourcentage (%) des solvants organiques utilisés à l'entrée | 12 |

Constats :

L'exploitant a transmis le plan de gestion des solvants (PGS) de 2023. Le rapport « quantité de solvants dans les émissions diffuses / quantité entrante de solvants » est de 16,14 %. L'exploitant indique qu'un audit est en cours de réalisation sur ce point avec la société

| |
|---|
| IRH INGENIEUR CONSEIL afin de respecter la VLE de 12 %. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre un plan d'action afin de s'assurer que le rapport « quantité de solvants dans les émissions diffuses / quantité entrante de solvants » est en moyenne inférieur à 12 %. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 14 : Prévention des risques technologiques – Principes directeurs

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2008, article 7.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Stockage |
| Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise, sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées [...]. |
| Constats : Dans les locaux extérieurs de stockage de colles, d'encres et de solvants, il est constaté la présence de stockages accolés aux racks. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre une photographie des locaux correctement rangés. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 15 : Vérification périodique – Système de détection incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2008, article 7.4.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie |
| Prescription contrôlée : Les installations, appareils et stockage dans lesquels sont mises en œuvres ou entreposées des substances et préparations dangereuses, ainsi que divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient, en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement de conduite et des dispositifs de sécurité. |
| Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence d'un voyant orange indiquant « Déangement » sur la console de contrôle du système de détection incendie. Selon l'exploitant, ce voyant s'allume par intermittence et cette anomalie résulterait d'un défaut de mise à la terre. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit réaliser les actions nécessaires au bon fonctionnement du système de détection incendie et transmettre un rapport d'intervention justifiant de ces dernières. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |